

tes ses forces économiques et politiques. Avec la crise, nous assistons à l'écrasement des établissements de médiocre compétitivité réalisant leurs articles à des coûts de production trop élevés, au refoulement sur les derrières de la scène de la bourgeoisie traditionnelle et des partis d'opinions qui en expriment les intérêts. La vie démocratique parlementaire, fierté et orgueil de cette classe, tombe dans une profonde léthargie qu'aucun gouvernement "in partibus" ne peut venir réveiller. A la place l'Etat élargit la sphère de son influence, impose constamment son contrôle et son action sur le développement de la société.

Mais pour autant que l'Etat se donne comme tâche une certaine planification et une régulation de la concurrence par sa nette tendance à discipliner la production, et assure une législation aux ouvriers, il n'est pas devenu quelque chose d'autre qu'une organisation de la classe capitaliste dominante. S'imposerait-il des fonctions "sociales" pour permettre le libre développement des forces productives qu'il ne pourrait pas empêcher qu'au stade suivant se produise la collision fatale entre les intérêts du capital et les intérêts généraux de la société.

L'évolution de l'économie du "laissez-faire" vers une forme étatisée du capitalisme est incapable de libérer le capitalisme d'antagonismes et de difficultés croissants, c'est ce que nous voyons partout aujourd'hui, car " la classe des capitalistes n'est assurément pas la classe historique qui est destinée à régler la production" selon F. Engels.

*

* *

La nette tendance observée dans tous les groupes nationaux de capitalistes, jusques et y compris les coalitions d'Etats impérialistes, à se protéger de la concurrence par des tarifs douaniers, à l'affronter avec trusts et cartel, ne peut tromper.

Partout dans les métropoles, des barrières douanières sont dressées pour augmenter les articles les plus aptes à conquérir le marché intérieur. En maintenant la taxe d'importation de 10 % pour son grand fournisseur et client d'AMERIQUE latine, en agissant pour la réévaluation des monnaies de plusieurs pays de la CEE et du JAPON, en procédant à la dévaluation de 8 % de sa propre monnaie, Nixon n'a pas seulement renchéri les articles d'importation et protégé son propre marché; il a réussi, en outre, à exporter ses propres difficultés en direction de ses partenaires japonais, canadiens et européens.